



**SECONDA SESSIONE STRASURDINARIA DI U 2019**

2<sup>ème</sup> session extraordinaire de 2019

**26 è 27 di ghjungnu**

26 et 27 juin

**2019/E2/061**

## **Question déposée par Jean-Charles ORSUCCI au nom du groupe Andà per Dumane**

Objet : *Venue du Premier Ministre en Corse*

Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Depuis plus d'un an, vous organisez des manifestations la veille de chaque visite d'un haut représentant de l'Etat en Corse. Certain du bienfondé de votre action, le mouvement majoritaire de votre alliance, Femu a Corsica, lance un nouvel appel à la mobilisation pour le 29 juin prochain visant à dénoncer - et je vous cite - « la guérilla du gouvernement contre la politique des nationalistes ».

Si les mouvements nationalistes ont une capacité à mobiliser qui n'est plus à démontrer, force est de constater que la récurrence de ces manifestations, de moins en moins importantes, n'a jamais abouti à la construction d'une solution politique pour la Corse. Bien au contraire, elles n'ont entraîné qu'une hausse des tensions entre l'Etat et la majorité que vous représentez.

A partir du moment où chacun peut partager ce constat, allez-vous donc demeurer dans la défiance, conduisant ainsi la Corse dans une impasse certaine ?

Ne pourrait-on pas changer de logiciel et assister à un changement de méthode de votre part ?

Monsieur le Président de l'Exécutif, il n'est pas question ici de renier les fondamentaux de votre famille politique. Votre coalition a été élue à une large majorité des suffrages et tout démocrate doit l'entendre.

Mais de l'autre côté de la Méditerranée, des élections, dont la légitimité est au moins aussi importante que la vôtre, ont placé un homme politique à la tête de la Vème puissance mondiale. Chacun doit occuper la place qui est la sienne.

Si vous êtes déterminés à obtenir des réponses sur les totems qui sont les vôtres, alors chacun doit savoir faire un pas envers l'autre. Le gouvernement a déjà effectué le rapprochement des prisonniers insulaires hors crimes de sang, mettant en œuvre un engagement ancien, jamais réalisé jusque-là. Vous ne pouvez pas le nier et en politique il faut savoir reconnaître les avancées même si elles nous semblent parfois insuffisantes sur le moment. Et en la matière, je demeure convaincu que la loi doit s'appliquer de façon pleine et entière.

Mais je crois qu'il faut mettre fin à votre stratégie visant à minimiser les victoires qui sont les vôtres pour perdurer dans la victimisation et la tension vis-à-vis de l'Etat. Je veux citer deux exemples : la langue corse et l'inscription de la Corse dans la Constitution.

Le Président de la République a dit qu'il n'était pas favorable à un statut de résident que nous sommes nombreux à avoir défendu dans cet hémicycle. Dont acte. Ne pourrait-on pas alors travailler ensemble, tous groupes politiques confondus, sur une proposition de modification législative qui permettrait aux Maires, dans l'élaboration de leur PLU, de pouvoir faire la différence entre résidence principale et secondaire dans les zones à urbaniser ?

Nous poursuivons tous cet objectif : faire qu'un Corse puisse vivre dignement sur sa terre. Je suis convaincu que cette disposition serait consensuelle en Corse et nous montrerions que sur des sujets aussi importants que le foncier, notre île est capable de parler d'une seule et même voix. Et alors que l'on espère voir le Gouvernement s'engager dans un processus de décentralisation en direction des élus locaux, nous devons convaincre le Premier Ministre de nous entendre sur cette problématique.

Il est grand temps que le dialogue redevienne fécond entre la majorité territoriale et l'Etat. Nous avons déjà œuvré en ce sens, et certains d'entre nous en assument les conséquences. Mais nous continuerons à le faire, car il en va de l'intérêt général de la Corse et des Corses.

Je vous remercie.